



<https://fr-fr.facebook.com/federationnationalelibrepensee>



@LP_Nationale

- COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

*En direct avec Louis Boyard,
Président de
l'Union Nationale Lycéenne (UNL)*

L a Raison : Bonjour, pouvez-vous vous présenter ?

Louis Boyard : Je suis **Louis Boyard**, Président de l'**Union Nationale Lycéenne (UNL)**, le syndicat lycéen. J'ai 18 ans et je milite activement depuis maintenant 1 an et demi.

LR : *Qu'est-ce que l'UNL et quels sont vos combats actuels ?*

LB : L'**Union Nationale Lycéenne** a maintenant 25 ans. Nous avons pour but de défendre les droits et intérêt des lycéennes et lycéens. A travers une présence locale sur les lycées, nous agissons dans les conseils d'administration et conseils de discipline. Mais nous nous positionnons aussi, sur les différentes réformes de l'Education ou autres. Par exemple, nous nous étions farouchement opposé.e.s aux **lois Travail**. Le Gouvernement actuel multiplie les attaques sur notre modèle social, c'est pourquoi les réformes contre lesquelles nous luttons sont nombreuses : *Parcoursup*, réforme du bac, de la voie pro et du lycée, *Service National Universel*, loi anticasseur etc...

LR : *Le gouvernement est en train de mettre en place le **Service national universel**, quelle est la position de l'UNL sur le sujet ? Pensez-vous que c'est une réponse aux revendications de la jeunesse ?*

LB : Le **Service National Universel** est contraire à nos aspirations. En 1882, les **Lois Ferry** fixaient le cadre d'une institution chargée de la mixité sociale et de la formation citoyenne. Cette institution c'était l'Ecole. Hors, les coupes budgétaires massives opérées à partir du quinquennat **Sarkozy** et poursuivies sous la mandature de **Jean-Michel Blanquer** ont détruit à petit feu cette institution. L'école creuse aujourd'hui les inégalités entre les "premiers de cordée et derniers de cordée". En instaurant le **Service National Universel** ayant pour but de faire la mixité sociale et la citoyenneté, le Gouvernement fait l'aveu de l'échec de l'école.

LR : *La mobilisation sociale des **Gilets jaunes** se poursuit depuis maintenant 13 semaines, que pensez-vous des revendications ? Votre syndicat a-t-il pris une position ?*





LB: Si les revendications sont très éparées, le constat lui est partagé. La misère grandit et les inégalités ne cessent de se creuser. Les moyens à utiliser en revanche ne sont pas consensuels. On peut cependant se réjouir du fait que ces divergences n'entraînent pas une division nocive à la lutte. C'est pourquoi les seules revendications consensuelles sont la démission du Gouvernement et le RIC. Cela témoigne à la fois de la volonté d'un changement de politique (à travers la démission du Gouvernement) et d'un outil démocratique permettant

de départager les divergences (le RIC). **L'Union Nationale Lycéenne** fixe aujourd'hui ses priorités sur les réformes du secondaire. Si localement un bon nombre de fédérations militent avec des *Gilets Jaunes*, nous restons attentifs et attentives à ne pas s'éparpiller et à porter la voix lycéenne, ce qui serait difficile au sein du mouvement *Gilets jaunes*.

LR: *Le gouvernement répond par une répression inédite, vous avez-vous-même été blessé. Que pouvez-vous nous en dire ? Pensez-vous que les libertés sont ainsi menacées ?*

LB: Le mouvement social que nous vivons est historique. On peut sentir une peur du Gouvernement, tentant tant bien que mal de garder le contrôle. Cela passe par des lois liberticides (loi anticasseurs) et une répression que l'on avait plus vue depuis des décennies. Le Gouvernement se permet tout, avec les dérives que cela engendre. Les centaines de camarades blessé.e.s pourront le dire mieux que personne : cette répression n'est pas normale, mais elles ne choquent plus.

LR: *Comment voyez-vous la poursuite de cette mobilisation inédite ?*

LB: Je suis incapable de dire vers quelles directions le mouvement ira. Mais selon moi, ou le Gouvernement gardera sa place et les 3 prochaines années verront naître un climat malsain d'insatisfaction qui fera « *le beurre* » de l'extrême-droite (qui doit se frotter les mains), ou une grève massive et générale fera tomber le Gouvernement. Une troisième option, moins probable que les deux précédentes, serait le retour d'un dialogue social réel et d'un changement de politique Gouvernementale.

(Propos recueillis par David Gozlan)

Pour connaître l'analyse du SNU par la Libre Pensée : <https://www.fnlp.fr/download/get/arguments-snu/21.html>

